

Taxe carbone

Enfin ! Enfin on envisage de prendre des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique ! Il s'agit d'inciter les Français à réduire leur consommation d'énergie et à adopter des modes de vie plus respectueux de l'environnement. La France et l'Europe se sont en effet engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici à 2020, et à les diviser par 4 d'ici 2050.

La proposition du groupe d'experts animé par Michel Rocard consistait à instaurer une taxe de **32 € sur chaque tonne de CO2** émise par la combustion d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon, ...) dans les secteurs du transport et de l'habitat. Entreprises et ménages seraient mis à contribution. En revanche, les grandes installations industrielles déjà soumises au système européen d'échange de quotas ne seraient pas concernées. La taxe augmenterait de 5% par an afin d'atteindre 100 € en 2030 (et, le rapport Rocard ne le dit pas, 200€ par tonne d'ici 2050).

Pour réussir, le projet doit réunir efficacité écologique et justice sociale (cf Yves Cochet, Noël Mamère et François de Rugy, députés Verts, *Le Monde*, 15 août).

Efficacité écologique : plutôt parler de contribution climat-énergie, pour bien montrer que nous devons nous préparer à l'ère de l'énergie à la fois rare et chère. Seules les énergies renouvelables (parmi lesquelles ne figure bien sûr pas l'énergie nucléaire) doivent être exonérées de la contribution climat-énergie.

Justice sociale : la mise en œuvre de la contribution climat-énergie doit susciter une réflexion plus globale sur la fiscalité, dont l'injustice a été aggravée ces dernières années. Il n'y aura pas de réforme juste sans abrogation du bouclier fiscal. Les députés Verts vont peser au Parlement pour qu'une partie de la contribution climat-énergie soit consacrée au développement des transports en commun, et à des mesures massives et rapides d'économie d'énergie.

Pouvait-on s'attendre à mieux du président Bling-Bling ? **Sarkozy annonce une taxe carbone à 17 € la tonne**, appelée à augmenter progressivement (mais il ne dit pas de combien). « Cela ressemble à une taxe carbone, cela a le goût d'une taxe carbone, mais ce n'est pas une taxe carbone », juge France-Nature-environnement, qui regroupe 3 000 associations de défense de la nature. Avec une taxe très inférieure à 30€, **l'impact écologique sera limité**. Le litre du super sans plomb devrait augmenter de 4 centimes, celui du diesel de 4,5 centimes, la facture des ménages qui se chauffent au fioul devrait s'alourdir de 8 %. Une « compensation intégrale et forfaitaire » (?) devrait être reversée aux ménages.

Le débat ne fait que commencer. Pour le bouclier fiscal, en revanche, la mesure a été immédiate...

* Déjà ? hé oui !

Bonnes nouvelles

Un banquier condamné à la prison pour incitation à la fraude fiscale. Un cadre de la banque suisse UBS a été condamné à 3 ans et 4 mois de prison pour avoir aidé ses clients à frauder le fisc en dissimulant leurs avoirs en Suisse. Par un juge fédéral de Floride. (*Le Monde*, 23-24 août). [*Ah ben oui, ce n'est pas en France que ça pourrait arriver ! Pas vrai, Johnny ? Merci m'sieur le Président !*]

Justice et mémoire

Le chef de la milice serbe des Aigles blancs pendant la guerre de Bosnie, Milan Lukic, a été condamné à l'emprisonnement à vie pour le meurtre de 130 Bosniaques, brûlés vifs. (*Le Monde*, 22 juillet).

Réchauffement climatique

L'Inde est confrontée à une sécheresse historique. Les précipitations sont inférieures de 29 % à la normale saisonnière. « La population devrait augmenter de 1,5 milliards en Asie d'ici à 2050, passant de 3,5 à 5 milliards d'habitants. Il faudra fournir assez de nourriture à cette population, mais l'Asie n'a plus assez de terres disponibles pour étendre ses cultures. Et il n'y aura pas plus d'eau disponible qu'aujourd'hui. Le défi est de produire plus de nourriture avec autant d'eau et de superficie, et donc augmenter la productivité de l'agriculture. Il faut faire porter l'effort sur l'irrigation et améliorer sa précision » (*Aditi Mukherji, Institut international de gestion de l'eau, Le Monde*, 19 août).

Sommet de Copenhague. La conférence sur le climat, qui va se tenir en décembre, doit décider de la stratégie mondiale contre les émissions de gaz à effet de serre.

Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, se montre extrêmement pessimiste quant à l'issue des négociations : « nous avons le pied collé sur l'accélérateur et nous fonçons vers l'abîme ». Le prix d'un échec, dit-il, « serait lourd pour la génération actuelle, pas seulement pour les générations futures ».

Le Monde du 5 septembre publie une carte permettant de visualiser la vulnérabilité des pays au réchauffement climatique : si le risque paraît faible ou moyen pour l'Amérique du Nord, l'Europe, la Sibérie, la Chine, l'Australie, le Chili et l'Argentine, il paraît extrême dans toute l'Afrique noire, l'Inde, le Bengla-Desh, le Pakistan...

Les pays les plus pauvres, notamment africains, sont ainsi conduits à demander une contribution forte des pays industrialisés.

ATTAC France a fait de Copenhague sa principale échéance de mobilisation de la fin de l'année. Avec les Amis de la Terre, elle demande que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés soient fixés à au moins 40 % entre 1990 et 2020, et à 90 % d'ici 2050. Ces objectifs sont conformes aux recommandations du GIEC et beaucoup plus ambitieux que ceux qu'envisage aujourd'hui l'Union européenne (20 % de réduction d'ici 2020 par rapport à 1990) (*attacfr@attac.org*).

France

Double langage. L'OIT (Organisation Internationale du Travail) est un organisme essentiel, sous-estimé, sous-employé, pour tous ceux qui veulent une autre gouvernance mondiale que celle du prétendu et féroce « libre-échange » ou les diktats du FMI et de la Banque Mondiale. Avec l'ONU, l'OMS, une OME (environnement), l'OIT devrait avoir des pouvoirs d'action capables d'imposer des droits sociaux mondiaux pour les travailleurs, un « travail décent » pour toutes et tous sur cette planète.

Contre toute vraisemblance, **Sarkozy a osé défendre le 15 juin, à Genève, un renforcement du rôle de l'OIT avec « pouvoir de sanction » face aux grandes institutions financières** telles que le FMI, la Banque mondiale ou l'organisation mondiale du commerce,

alors qu'en France, il laisse faire 2000 chômeurs par jour en refusant de contrôler les licenciements abusifs ; il défend le libre-échange et passe le Code du travail à l'acide ; il s'oppose à l'alignement par le haut vers un Smic unique européen ; il a imposé sans référendum le traité de Lisbonne qui interdit toute harmonisation sociale et fiscale...

A l'OIT, il prétend « revoir la surveillance prudentielle des banques, réglementer les hedge funds, les règles comptables, les modes de rémunération »,

alors qu'il a défendu dans sa campagne électorale les subprimes, les prêts hypothécaires, la déréglementation boursière, les nouvelles règles comptables américaines, les stock-options...

A l'OIT, il prétend dénoncer la marchandisation « des activités humaines comme la santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le travail » alors qu'il privatise en France les hôpitaux, les écoles, la sécurité sociale, les transports, l'énergie, les communications, la Poste...

A l'OIT, il prétend dénoncer la « soumission au droit des affaires des normes sociales et environnementales » alors qu'en France, il œuvre à dépénaliser le droit des affaires, les abus de biens sociaux, le droit du travail...

A l'OIT, il prétend condamner le « tout pour le capital et rien pour le travail », alors qu'en France il a instauré un bouclier fiscal pour les plus riches des capitalistes, qu'il a facilité les heures supplémentaires pour ceux qui ont un travail au détriment des victimes du chômage de masse...

[*Oui, quand il se livre avec un tel cynisme à ces sommets du double langage, Sarkozy, le plus funeste président depuis plus de soixante ans, mérite bien son surnom de Tête-à-Claques. JPA*]

Bidonnage. Sarkozy remplace le peuple par des figurants. Sarkozy est allé jeudi 3 septembre, dans une usine Faurécia, isolée, dans des champs quadrillés par la police, à Caligny, près de Flers, dans l'Orne, parler devant des ouvriers alignés en blouses blanches. Un reportage de la RTBF belge, démontre le bidonnage de cette "visite d'entreprise" avec des figurants amenés en car, déjà habillés, et le choix de ceux qui sont derrière Sarkozy parce qu'ils sont "plus petits". On y voit une trentaine de salariés répéter la mise en scène avant son arrivée, on voit des plans truqués donner l'impression de masse, alors qu'en fait, il y a peu de gens, sélectionnés, de dos avec blouses ad hoc, on le voit parler à cette assemblée artificielle, bidon comme du temps des "villages Potemkine" ou des "sorties" de Staline (qui était petit aussi...). C'est la TV belge qui démonte cette pantalonnade diffusée sur Internet, heureusement, car pas un média français, pas un des articles répertoriés par Google ne transperce et dévoile ce scandale. Olivier Stirn a été chassé du gouvernement pour moins que cela dans le passé. Luc Chatel a déjà été pris la main dans le sac, à Intermarché avec des vraies fausses ménagères de l'UMP faisant leurs courses... Là, on a une mise en scène qui est une véritable escroquerie médiatique. Combien de temps avant que cela ne perce et que toute la France sache comment ce pouvoir manipule grossièrement l'opinion sur ce point comme sur tant d'autres ?

Source : <http://www.filoche.net/2009/09/06/c...> L'info originale sur Rue 89, avec la vidéo de la **RTBF** : <http://www.rue89.com/tele89/2009/09...>

[*En août 2008, Nadine Morano, la secrétaire d'Etat à la famille s'était rendue, à grand renfort de publicité dans un supermarché Carrefour de Marseille, où elle avait elle aussi, été interrogée par de faux « clients », des militants UMP. En 2008, TàC (Sarkozy) avait, à l'usine Porchain de Verberie, rencontré de faux ouvriers, des agents de maîtrise déguisés... (Le Monde, 22 août 2009)*]

Emprunt Sarkozy = cadeau aux riches. Sarkozy refuse de faire payer des impôts aux riches. Il manque donc de recettes et aggrave « les déficits ». alors il emprunte les impôts qu'il ne leur fait pas payer. Puis il leur rembourse à un taux confortable. Et il fait payer ce remboursement majoré par les pauvres en les faisant travailler plus toute leur vie jusqu'à 67 ans. (*Démocratie et Socialisme, N° juin-juillet-août 2009*)

Baisse de la TVA (de 19,6 % à 5,5 %) sur la restauration : une fausse bonne idée. Coût pour le Trésor public : 2,4 milliards d'euros (le RSA coûtera presque deux fois moins cher). Pour quelles contreparties ? La promesse de 40 000 embauches supplémentaires dans les deux ans (mais seulement 20000 « vraies » créations d'emplois, le reste étant soit des contrats très peu payés –apprentissage- soit des emplois fortement subventionnés – contrats de professionnalisation- ; ce qui fait cher de l'emploi créé : 120 000 € par emploi ! ... alors qu'un emploi coûte en moyenne, cotisations sociales comprises, 40 000 € par an) ; et une baisse des prix (l'addition moyenne devrait baisser de 3 %). (*Denis Clerc, Alternatives économiques, juillet-août 2009*).

Fin programmée du juge d'instruction. Très grave, on vise ainsi à faire de la justice l'instrument du pouvoir politique (et tant pis pour la séparation des pouvoirs –législatif, exécutif, judiciaire-, fondement de la démocratie, recommandée par Montesquieu).

Les petits juges indépendants, les Eva Joly et autres, qui enquêtent sur des affaires financières, c'est bien embêtant pour ceux qui font ... des affaires ! Ne sachant rien refuser à ses amis, T à C va les supprimer...

« Le rapport Léger », qui préconise « la disparition du juge d'instruction et son remplacement par le procureur, sous le contrôle lointain d'un juge de l'enquête et des libertés », « c'est le premier acte d'une **OPA de l'exécutif sur les affaires les plus importantes de la justice pénale** ».

« Pour justifier la réforme, on met avant le fait que moins de 5 % des affaires pénales sont entre les mains des juges d'instruction. Mais **il s'agit des crimes ou de la grande délinquance organisée, notamment financière ou de corruption**. Dans toutes ces affaires, les pouvoirs du parquet se trouveront sensiblement accrus. Et par voie de conséquence, ceux de la chancellerie, voire de l'Elysée ».

« Regardons les forces en présence. Nous avons un parquet puissant ayant à sa disposition les moyens considérables de la police judiciaire, les laboratoires, les fichiers, les experts. Et du côté de la défense ? **L'argent sera le nerf de la guerre**, comme aux Etats-Unis. Les grands cabinets d'affaires disposent de compétences égales à celles du parquet dans les grandes affaires dont ils s'occupent. Mais le justiciable pauvre, assisté d'un avocat commis d'office, de quels moyens disposera-t-il ? » (*Robert Badinter, Le Monde, 2 septembre*).

Education : le service public sacrifié. En septembre, **13 500 postes disparaissent**, et déjà se profilent 16 000 nouvelles suppressions de postes au budget 2010. (*Le Monde, 25 août*).

Avec la **suppression des cours le samedi** (subitement annoncée en juin 2008), la France est devenu le pays de l'Europe de l'Ouest qui compte **le moins de jours de classe** (140 par an), mais aussi **les journées les plus longues**. Mécontents des nouveaux rythmes scolaires parce qu'ils découvrent qu'ils ne parviennent pas à tenir les programmes en quatre jours –n'était-ce pas prévisible ? – et que les plus pénalisés sont les élèves en difficulté –n'était-ce pas prévisible aussi ? –les enseignants se retrouvent coincés. (*Sandrine Blanchard, dans Le Monde du 25 juin 2009, qui dénonce un « Munich pédagogique »*).

Les **enseignements artistiques et découverte** (histoire-géographie ou sciences) sont **sacrifiés** au profit des seuls fondamentaux que sont les mathématiques et le français, souligne un rapport de l'Inspection générale de l'éducation nationale, qui conclut que « l'évolution souhaitable n'est pas dans le retour au samedi matin, mais dans la scolarisation du mercredi matin, en vue d'alléger la journée de travail scolaire ». Quant à l'autre « réforme » de Xavier Darcos, l'aide individualisée, le rapport indique que ce soutien de deux heures qui devait permettre de diviser par trois le nombre d'élèves

entrant au collège sans savoir lire et compter « ne permet pas, selon les enseignants, de compenser les difficultés lourdes ». (*Le Monde*, 9 septembre).

Et, afin de **fermer des classes en maternelle**, et face au manque criant de places en crèche, la secrétaire d'Etat à la Famille, Nadine Morano expérimente une solution, le « jardin d'éveil », à moindre coût pour l'Etat. Certes moins cher pour les parents (mais moins encadré) qu'une place en crèche, mais bien plus cher que la maternelle (gratuite) ! Pour un foyer vivant avec un Smic, une place en jardin d'éveil coûtera 42 € mensuels, contre 178 € pour des revenus supérieurs à quatre Smic. Le gouvernement cherche ainsi à mettre un terme définitif à la scolarisation des moins de trois ans. Le nombre d'enfants de moins de trois ans a chuté et ne représente plus que 23 % de la classe d'âge en 2007, au lieu de 34,7 % en 2002. (*Politis*, 25 juin).

Religion. En 2009, 64 % des Français se disent catholiques (mais seulement 4,5 % vont à la messe tous les dimanches), 3 % se disent protestants, et 28 % sans religion. En 1978, on comptait 76 % de catholiques (parmi lesquels 14 % de « messalisants », et 21 % de « sans religion ». 50% des catholiques ont plus de 50 ans (alors que les plus de 50 ans ne représentent que 42 % de la population totale). Les catholiques sont aussi plus souvent des femmes. (*Le Monde*, 17-18 août). 33 % des personnes d'origine musulmane se disent croyantes et pratiquantes (70% d'entre elles jeûnent pendant le ramadan (*Le Monde*, 21 août).

Arrêtons de jeter ! « Je ne supporte plus que l'on jette à la poubelle tous ces objets en état de marche ». Hélène Noël, institutrice de 41 ans, qui habite près de Montreuil, et a créé Compact France. « Je trouve que suivre la mode n'est pas une bonne raison pour condamner à la décharge des objets qui nous ont servis ». avant d'acheter quoique ce soit, elle soupèse sa décision : « en ai-je besoin ? cela me fait-il plaisir ? puis-je me procurer cette chose sans l'acheter ? »

L'article de *Psychologies magazine* (mai 2008) qui publie son interview la montre au milieu de quelques-unes de ses récupérations : un parc d'enfant, une poupée, une « étagère maison », un anorak, une chaise haute, les livres, la table de cuisine, des chaussures, une jupe... etc

Sites signalés dans l'article : compact.over-blog.com www.recupe.net wwwfreecycle.org donnons.org wwwconsoglobe.com

La moquette est « le plus mauvais revêtement », selon l'UFC-Que choisir. Elle stocke à la fois les acariens et la poussière. Sur huit moquettes encollées testées, cinq libèrent du formaldéhyde (un gaz très irritant à très faibles doses), classé cancérigène ; certaines, du toluène, suspecté d'être mauvais pour la reproduction et un puissant neurotoxique ; et des éthers de glycol.

L'Observatoire de la qualité de l'air intérieur a identifié les substances les plus dangereuses. Pourtant, « les pouvoirs publics, comme les professionnels, ont fait bien peu pour réduire cette pollution », dénonce l'association. (*Le monde*, 26 août).

Montrouge

Le soutien pour **Mohamed Allouche** (cf CMM mai) se poursuit chaque vendredi par un rassemblement à 18 H30 au kiosque de la mairie. <http://www.mohamed-doit-revenir.com/>

On s'bouge . Le premier festival "On s'Bouge" qui s'est tenu le samedi 27 juin à la Gare Expérimentale **47 boulevard Romain Rolland (Montrouge)** a connu un fort succès : près de 600 visiteurs sur la journée !

Le beau temps y a certainement contribué. Le nouveau lieu artistique et culturel à Montrouge (la Gare expérimentale) encore plus. Mais surtout, rien n'aurait été possible sans la motivation et la qualité des artistes et des bénévoles qui se sont investis pour la réussite de cette fête associative. Les participants ont pu rencontrer les associations suivantes : AMAP de Montrouge ; ATTAC Montrouge ; FCPE Montrouge ; La Gare Expérimentale ; La ville est à nous (Montrouge) ; Bouga Boss ; Les Yeux Fertiles ; LDH Montrouge Bagneux Malakoff ; MonMontrouge ; Particip'actif ; RESF Malakoff Montrouge Vanves.

Dans le prolongement de ce festival, un goûter festif est organisé, au même endroit, le dimanche 4 octobre à partir de 16 heures. Venez-y (les enfants sont eux aussi les bienvenus), et faites-le savoir à vos amis !

Le bail de La Gare expérimentale expire fin novembre 2009. Si vous souhaitez que ce lieu perdure, vous pouvez exprimer votre soutien en demandant que le bail soit prolongé, par une lettre à déposer dès que possible à La Gare expérimentale.

ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une réunion-débat publique, gratuite et conviviale, **le jeudi 1^{er} octobre, à 20h30**, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15), sur le thème très controversé **« l'électricité nucléaire : pour ou contre ? »**, où des partisans et des adversaires du nucléaire viendront échanger leurs arguments. Venez donner votre point de vue.

Courrier des lecteurs : JLQ réagit à l'édition sur l'incontournable réduction du temps de travail, et le constat que « au rythme actuel, nous allons tout droit vers un million de chômeurs supplémentaires à la fin de l'année » : ça ferait 6,6 millions de chômeurs, précaires, "travailleurs pauvres", soit combien de pourcent des personnes en âge de travailler ? combien de pourcent des électeurs ? 20 % dans le premier cas et 16 % dans le deuxième ? sait-on pour qui votent ces gens là ? c'est-à-dire votent-ils pour la réduction du temps de travail ou non ? Au niveau de la flexibilité, je crois qu'il y a maintenant un argument pour notre "partie", c'est l'impossibilité de la croissance du fait des limites des ressources naturelles, de la pollution et de l'exacerbation des conflits pour les obtenir, au-delà de la remise en cause du droit du travail qui a toujours été le credo des libéraux...

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.